

[Animation]

LES RAF À UN TOURNANT DU SECTEUR

Les septièmes Rencontres animation formation d'Angoulême ont mis en lumière une année 2016 qui "fera date" dans l'industrie. ■ EMMANUELLE MIQUET

“Contribuer à optimiser les relations entre studios et écoles d'animation” : le projet initial des Rencontres animation formation (RAF) pourrait plus que jamais avoir trouvé son sens en cette septième édition, et à l'aube d'une année qui s'annonce très dynamique en termes d'emplois pour le secteur. Les 19 et 20 novembre, à Angoulême, l'ensemble des studios français ou installés en France (Mikros, Illumination Mac Guff, Studio 10... et Ankama, nouveau venu), a participé à ce rendez-vous devenu "incontournable" pour la profession, organisé par le pôle image Magelis, avec le CNC, le Syndicat des producteurs de films d'animation (SPFA), la Ficam, Audiens, l'Afdas et la CPNEF Audiovisuel. "Je reçois de nombreux appels d'adhérents du SPFA pour ouvrir des studios. 2016 devrait être une année de fort recrutement", a confirmé Jack Aubert, du syndicat. Il y a peu, Xilam s'est installé à Lyon où il annonce 120 emplois d'ici trois ans, et Superprod, à Angoulême, encouragés par les pouvoirs publics.

"Le 1^{er} janvier 2016 va marquer une date importante dans l'animation, entre les modifications du crédit d'impôt et la réforme du compte de soutien (qui devait être entérinée par le CNC le 26 novembre, après notre bouclage, Ndlr)", résume Stéphane Le Bars, le délégué général du SPFA. L'un des enjeux de l'aménagement du Cosip sera "comment faire rapatrier les productions en France" et ainsi "crever ce plafond de verre" d'un volume de production de 300 heures par an en moyenne.

La problématique vaut aussi pour le cinéma. "La faiblesse des financements encadrés" et donc de "l'investissement national ne donne pas d'autre choix" que de délocaliser. "Il n'y a jamais eu autant de gros films français produits avec des financements étrangers, notamment au Canada". D'où le caractère crucial de l'évolution du crédit d'impôt cinéma qui, estimait le SPFA à son adoption, "permet de consolider une industrie d'excellence" mais dont le pré-bilan pour 2015 est nuancé.

PLUS DE 30 MILLIONS D'ENTRÉES SALLE EN 2015

Selon les chiffres du CNC révélés aux RAF, seulement deux films d'animation ont été agréés sur les neuf premiers mois de l'année (devis moyen : 7,69 M€), contre huit sur la même période en 2014 : *Louise en hiver* de Jean-François Laguionie (3,15 M€), et *Sahara* de Pierre Coré (12,23 M€). Ce décrochage traduit "un effet d'attente" dû aux différents chantiers réglementaires, et "montre bien la difficulté de financer du long métrage d'animation en France", juge Stéphane Le Bars.

La fréquentation embellit le tableau, forte de 25,82 millions d'entrées (films français et étrangers), à la mi-novembre, déjà supérieure à l'année 2014 (23,29 millions), grâce aux *Minions*, *Vice-versa* ou *Pourquoi j'ai pas mangé mon père*. L'année 2015 devrait passer les 30 millions de spectateurs, estime Stéphane Le Bars, qui vise les 15% de part de marché dans un contexte global baissier, et cela, "même si les dernières sorties ne sont pas à la hauteur des espérances de leurs producteurs", référence à *Adama*, *Phantom Boy* ou *Avril et le monde truqué*. ♦

RADI + RAF = UNE FORMULE GAGNANTE

Les Rencontres animation développement innovation (Radi), qui précédaient pour la première fois les RAF, le 18 novembre, ont réuni 180 professionnels, soit une participation bien au-delà des 80 sur lesquels l'organisateur, Magelis, tablait dans un premier temps. Une deuxième édition est donc déjà actée. Elle devrait logiquement être adossée aux RAF, dont la participation en progression continue (+10%, à plus de 230 personnes) constitue une locomotive profitable à l'événement, mais, à ce stade, la décision n'est pas définitivement tranchée.